

# Commune de SAINT-MÉLOIR DES ONDES

DÉPARTEMENT d'ILLE-ET-VILAINE

## PROCES-VERBAL du CONSEIL MUNICIPAL du 6 JUIN 2017, à 19 heures

**Présents** : Monsieur **BERNARD René**, Maire – Mesdames **CASU Odile**, **DUFAIX Marylène**, **CHAMIOT-PONCET Soizick**, Adjointe – Mrs **BOULEUC Yves** (*arrivé en cours de séance*), **LABBE René**, **DUVAL Yvonnick**, Adjoints – Mmes **BREVAULT Chantal**, **LEPAIGNEUL Virginie**, **MALOIZEL Madeleine**, **MAZEAU Laurence**, **MENARD Patricia**, **PERRIGAULT Chantal**, **THOMAS Huguette**, **VILLENEUVE Catherine**, conseillères municipales, Mrs **COURDENT Stéphane**, **LEMONNIER Philippe**, **LESNE Loïc** (*arrivé en cours de séance*), **SIGURET Jérôme**, Conseillers Municipaux.

**Absents excusés** : Monsieur **BOULEUC Yves**, adjoint, (*pouvoir à M. BERNARD René*), Monsieur **LESNE Loïc**, conseiller municipal (*pouvoir à M. LEMONNIER Philippe*), Monsieur **de LA PORTBARRE Dominique**, conseiller municipal (*pouvoir à Mme LEPAIGNEUL Virginie*), Madame **ENEL-REHEL Rozenn**, conseillère municipale (*pouvoir à Mme CASU Odile*).

Madame **LE SCORNET Sylvie**, Messieurs **GIZARD Rémy**, **JENOUVRIER Stéphane**, **LESAGE Samuel**, **PLIHON Sébastien** et **VUILLAUME Michel**, conseillers municipaux.

**Secrétaire de séance** : Madame **PERRIGAULT Chantal**, conseillère municipale.

---

**Procès-verbal de la séance du 2 Mai 2017** : Le procès-verbal de la séance est adopté à l'unanimité des membres présents.

---

Avant de passer à l'étude des dossiers, Monsieur le Maire demande aux membres du conseil municipal l'autorisation de rajouter une affaire à l'ordre du jour : il s'agit de revoir la délibération du 9 janvier 2017 concernant l'échange foncier à intervenir dans le secteur du « Point du Jour », ceci suite à un changement de notaire. Le Conseil Municipal **EMET** un avis favorable à l'inscription de ce dossier.

## **BATIMENTS**

### Salle des Fêtes/ Mairie – Remise en état du chauffage

Monsieur Yvonnick Duval, adjoint, propose à l'assemblée d'ajourner l'examen de ce point.

En effet, suite à un audit et à partir du bordereau de prestations préconisées par la société JBJ-ENERGY, plusieurs entreprises de chauffage locales avaient été contactées pour remettre le système de chauffage à niveau et remédier aux problèmes de régulation. Des devis devaient parvenir à la collectivité pour le 31 mai. Or, un seul a été reçu, ce qui semble insuffisant. La commune souhaite donc relancer une consultation élargie sur le sujet.

L'assemblée sera invitée à retenir un prestataire lors de sa prochaine réunion.

### **2017.054 – Salle des Fêtes – Protection des murs – Entreprise SIMON REGIS**

Monsieur Yvonnick Duval, Adjoint, rappelle que la salle des fêtes reçoit des manifestations de toute nature. Compte tenu du grand nombre d'utilisations, afin de conserver la salle en bon état, il paraît opportun de poser une protection sur la partie inférieure des murs.

Deux entreprises avaient proposé des devis pour cet objet depuis l'année dernière.

Une seule de ces entreprises a confirmé son chiffrage. Il s'agit de la société **SIMON REGIS (Ambiance et Harmonie – ZAC La Folleville – 35111 La Fresnais)** pour un prix de 3 146,16 € TTC.

*La prestation consiste en la pose d'un PVC sol en sous-bassement, sur l'ensemble du périmètre de la salle sur 1 m de haut.*

**Entendu cet exposé et après en avoir délibéré,**

**Après un vote dont les résultats sont les suivants :**

**POUR 19 CONTRE Abstention**

**Le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents,**

- **DÉCIDE** de retenir l'Eurl SIMON Régis (*sise à La Fresnais 35111 – Zac La Folleville*) au prix de 2 621.80 € HT (*soit 3 146.16 € TTC*) pour la fourniture et la pose d'un pvc en sous-bassement sur l'ensemble du périmètre de la salle des fêtes et ce, sur 1 m de haut.
- **AUTORISE** Monsieur le Maire à signer ledit devis.

**2017.055 - Restaurant Scolaire – Levée des non-conformités électriques – Entreprise JM BIOT**

Monsieur Yvonnick Duval, Adjoint, rappelle qu'en juillet 2016, la collectivité a fait réaliser un diagnostic général de sécurité sur le restaurant scolaire et la garderie municipale.

Ce diagnostic, effectué par l'APAVE, révèle, entre autres, de nombreuses non-conformités en électricité, éclairage et éclairage de sécurité. Dans le cadre de son budget 2017, la ville a donc inscrit des crédits pour lever ces non-conformités et a engagé une consultation auprès de sept sociétés.

Malgré diverses relances et report de délai, une seule entreprise a fourni un chiffrage.

Il s'agit de la SARL JM BIOT (*sise à Saint-Méloir des Ondes 35350 – 2 impasse Romanesco*) pour un montant de 7 702.50 € HT, soit 9 243 € TTC.

Monsieur Duval précise que d'autres anomalies figurent au rapport d'audit. Certaines pourront être résolues par des interventions en régie ; celles qui concernent la structure en elle-même devront faire l'objet d'un programme distinct ultérieurement.

**Entendu cet exposé et après en avoir délibéré,**

**Après un vote dont les résultats sont les suivants :**

20 POUR 0 CONTRE 0 Abstention

**Le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents,**

- **DÉCIDE** de confier ces travaux électriques et d'éclairage à la SARL JM BIOT (*sise à Saint-Méloir des Ondes 35350 – 2 impasse Romanesco*) pour un montant de 9 243 € TTC.
- **AUTORISE** Monsieur le Maire à signer ledit devis.

---

*Madame Catherine VILLENEUVE et Monsieur Loïc LESNE, conseillers municipaux, prennent place au sein de l'assemblée.*

---

**2017.056 – Cimetière – Achat de colombarium/cavernes – Pompes Funèbres Générales**

Monsieur Yvonnick Duval, adjoint, rappelle qu'au budget 2017, un programme a été inscrit afin de pouvoir acquérir deux nouveaux modules de colombarium de 3 cases chacun, ainsi que deux cavernes supplémentaires. Afin de conserver une harmonie avec l'existant, le même fournisseur que précédemment a été contacté : les Pompes Funèbres Générales.

L'entreprise a fourni les deux devis suivants, à savoir :

- **Fourniture et pose de 2 cavernes identiques de 60 x 60**  
Dalle en granit crépuscule 80 x 80x 5 d'épaisseur pour un coût de 1 000 € HT (*soit 1 200.00 € TTC*)
- **Fourniture et pose de 2 modules colombarium de 3 cases chacun**  
Granit crépuscule – Contenance par case : 2 à 3 urnes – Pose sur socle béton pour un coût de 5 750 € HT (*soit 6 900 € TTC*).

Les montants ci-dessus comprennent :

- . les terrassements nécessaires et l'évacuation des terres
- . l'approche à pied d'œuvre des matériaux et du matériel nécessaire
- . le roulage et le bardage
- . la pose selon les normes de la profession
- . le nettoyage
- . La réalisation des assises en béton seulement pour le colombarium.

Entendu cet exposé et après en avoir délibéré,

Après un vote dont les résultats sont les suivants :

21 POUR 0 CONTRE 0 Abstention

Le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents,

- **ACCEPTE** les devis présentés par les Pompes Funèbres Générales (sises à SAINT MALO 35400 - 26 rue de la Marne), pour :  
la fourniture et pose de 2 cavurnes identiques de 60 x 60 pour un montant de 1 000 € HT  
la fourniture et pose de 2 modules colombarium de 3 cases chacun pour un montant de 5 750 € HT,  
soit une dépense totale de 6 750 € HT (8 100 € TTC)
- **AUTORISE** Monsieur le Maire à signer lesdits devis.

## VOIRIE

### 2017.057 – Modernisation de voirie – Validation et chiffrage du programme 2017

Monsieur René Labbé, Adjoint, rappelle que par délibération du 6 mars 2017, le conseil municipal a confié à l'entreprise COLAS (Saint-Guinoux) le marché à bons de commande de modernisation de la voirie.

La commission de voirie a identifié des tronçons de routes et des sites qui appellent une intervention. Suite à un repérage des lieux, l'entreprise Colas a produit à la collectivité son chiffrage (voir tableau ci-dessous).

MARCHE DE TRAVAUX DE MODERNISATION DE VOIRIE		
Désignation des voies	PRIX HT	PRIX TTC
Ruelle de la Roche	4 954,80 €	5 945,76 €
La Roche 2	2 886,00 €	3 463,20 €
<b>SOUS TOTAL (1)</b>	<b>7 840,80 €</b>	<b>9 408,96 €</b>
VC Blessin de la Déchetterie vers la Roche	55 813,40 €	66 976,08 €
Rue des Masses : réfection de voirie entre patte d'oie du cimetière à 12 m du bas du plateau ralentisseur	19 686,25 €	23 623,50 €
Prolongement de voirie sur la zone artisanale de La Beuglais	14 118,20 €	16 941,84 €
Lotissement de Lessard : Réfection de voirie en rive de caniveau	6 801,65 €	8 161,98 €
Parking Ecole Privée St-Joseph	4 550,80 €	5 460,96 €
Impasse du tonkin : Reprises de bords de caniveaux	3 818,00 €	4 581,60 €
<b>SOUS TOTAL (2)</b>	<b>104 788,30 €</b>	<b>125 745,96 €</b>
<b>TOTAL GENERAL S/Total (1) + S/Total (2)</b>	<b>112 629,10 €</b>	<b>135 154,92 €</b>

Monsieur Labbé invite l'assemblée à se prononcer sur ces priorités et leur chiffrage.

Il précise que deux prestations, prévues initialement en 2016 et non réalisées, ne figurent pas au tableau :

- **Réalisation de chicanes dans la rue des Aulnes** : Un dispositif provisoire est actuellement en place pour servir de test. Une étude va suivre sur la confection de chicanes qui, tout en ralentissant le trafic, resteraient franchissables par les camions de collecte des déchets (et aussi les bus, en cas de déviation)
- **Réfection de trottoirs « Rue de la Main d'Argent »** : l'étude a été retardée afin de vérifier l'état du réseau d'eaux usées à cet endroit.

Ces prestations seront donc chiffrées ultérieurement, étant rappelé que toutes les prestations prendront la forme de bons de commande, ceci dans le cadre du marché en cours et du budget disponible.

**Entendu cet exposé, et après en avoir délibéré**

**Après un vote dont les résultats sont les suivants :**

21 POUR 0 CONTRE 0 Abstention

**Le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents**

- **APPROUVE** le chiffrage présenté ci-dessus pour les travaux 2017 de modernisation de voirie,
- **VALIDE** les bons de commande du marché de la Société Colas (*sise à Saint-Guinoux 35430 – ZA de Beaulieu*), pour le montant total de 112 629.10 € HT (soit 135 154.92 € TTC),
- **AUTORISE** Monsieur le Maire à signer lesdits bons de commande.

## **2017.058 – Voirie communale - Approbation du nouveau tableau de classement**

Monsieur René Labbé, Adjoint aux travaux, informe l'assemblée qu'il est nécessaire de réviser le tableau de classement unique des voies communales qui n'est plus en réalité avec la voirie communale actuelle.

### **Historique**

En délibération, le conseil municipal du 8 Mars 1964 (annexe 1) approuve le tableau de classement unique des voies communales (annexe 2) portant le linéaire total des voies communales à 25.291 kms.

Au 21 Juillet 2016, la fiche individuelle DGF de Saint-Méloir-Des-Ondes, indique un linéaire de 27.071 kms.

En plus de 50 ans et suite aux différentes décisions des conseils municipaux successifs, le linéaire apparaît comme obsolète voire tout simplement faux.

Pour la partie centre bourg, le tableau de 1964 indique 430 m de rues.

Le conseil municipal du 13 Septembre 1964 (annexe 3) fait apparaître des nouvelles voies (extension et création), ainsi que celui du 2 Avril 1967 (annexe 4). La dénomination des rues du conseil municipal du 22 Février 1982 (annexe 5) et la fixation des limites d'agglomération du conseil municipal du 8 Décembre 1996 (annexe 6) augmentent également le linéaire de voirie. De plus, dans la séance du conseil municipal du 8 Septembre 1997 (annexe 7), le conseil décide d'incorporer les sections de route de la RD 155 et du CR 19. Nous notons également dans la création des lotissements que les voies de circulation ne sont pas intégrées au tableau de classement unique des voies communales.

Il convenait donc de faire un relevé exhaustif du linéaire des voies sur l'ensemble de la commune.

### **Voie communale et chemins ruraux**

Il faut distinguer deux catégories de voies dans la voirie communale :

- La voie communale (VC) qui appartient au domaine public de la commune
- Le chemin rural (CR) qui appartient au domaine privé de la commune

Le terme « Chemins vicinaux ordinaires » ne figure plus dans la terminologie officielle.

Les départementales hors agglomération ne sont pas comptabilisées.

Les ronds-points sont mesurés sur la voie la plus extérieure de l'anneau.

Les chemins ruraux 6, 12, 13 et la Ville es Volants seront de par leur utilité et leurs caractéristiques (largeur et hauteur tirant d'air minimal de 4.3 m sous les ouvrages d'art) seront, après décision du conseil municipal, à classer en voies communales.

### **Total linéaire**

Le détail des voies à classer est répertorié dans le tableau unique des voies communales.

Le nouveau tableau de classement unique des voies communales représente l'ensemble des voies communales (15 530 m en secteur urbain et 50 500m en secteur rural) et date du 10 Mai 2017.

Le nouveau linéaire total est donc de 66 030 mètres.

**Entendu cet exposé, et après en avoir délibéré**

**Après un vote dont les résultats sont les suivants :**

21 POUR 0 CONTRE 0 Abstention

**Le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents**

- **APPROUVE** le nouveau linéaire de voirie communale établi à 66 030 mètres (cf tableau joint à la présente délibération),
- **AUTORISE** le Maire à le signer et à le transmettre aux services de l'Etat et autres instances concernées.

## **AFFAIRES SCOLAIRES**

### **2017.059 – Vote des tarifs périscolaires – Année 2017/2018**

Madame Marylène Dufaix, adjointe aux affaires scolaires, indique qu'à l'issue de sa réunion du 31 mai 2017, les membres de la commission des affaires scolaires proposent à l'assemblée de conserver les tarifs des services périscolaires à leur montant actuel, comme suit :

#### **RESTAURANT SCOLAIRE :**

Catégorie	Prix unitaire	Prix réduit à partir du 3è enfant
Ticket maternelle et primaire	3.40 €	3.00 €
Repas servi au SIAJE	3.40 €	3.00 €
Repas instituteurs - professeurs des écoles	5.45 €	

#### **GARDERIE MUNICIPALE :**

Tranches horaires - année 2016/2017	Tarif	Tarif réduit à partir du 3è enfant
Matin ( 7h15 – 9h00)	1.21 €	0.91 €
Après-midi (16h30- 18h00)	1.47 €	1.11 €
Soir (18h00-19h00)	1.01 €	0.60 €
Permanence du mercredi (12h00 – 12h30)	1.01 €	

## PÉNALITÉS :

Cas particuliers	Pénalité
Récupération tardive de l'enfant en garde (après 19h00 ou après 12h30 le mercredi)	15 €
Enfant non-inscrit aux TAP devant être intégré à un groupe d'activités	15 €

**ENTENDU l'exposé ci-dessus et après en avoir délibéré,**

**Après un vote dont les résultats sont :**

21 *POUR*      0 *Abstention*      0 *CONTRE*

**Le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents, DIT** que les tarifs périscolaires ci-dessus s'appliqueront pour l'année scolaire 2017/2018.

### **2017.060 – Temps d'activités périscolaires (T.A.P) – Rentrée 2017/2018 - Ecole privée Saint-Joseph**

Madame Marylène Dufaix, adjointe aux affaires scolaires, indique que depuis la rentrée 2014/2015, la collectivité organise des Temps d'Activités Périscolaires (TAP) pour les élèves de l'école publique et pour les élèves scolarisés à l'Ecole Saint-Joseph, ceci à raison de 3 heures hebdomadaires par école.

En perspective de la rentrée, une rencontre a récemment été organisée avec Monsieur Jehan, Président de l'OGEC, et Monsieur Le Tilly, Directeur, pour leur faire part des difficultés de la commune à assurer un encadrement optimum et de qualité pour les effectifs de l'école Saint-Joseph, notamment au niveau de la maternelle.

Par courrier du 27 avril 2017, la ville a saisi l'OGEC afin de savoir si à la rentrée prochaine, l'école Saint-Joseph aurait la possibilité de garantir la commune du concours de son propre personnel pour participer à l'encadrement des TAP.

Par lettre du 15 mai 2017, M. le Président de l'OGEC regrette que l'école ne puisse satisfaire ce souhait, ceci compte tenu des situations individuelles des agents.

**ENTENDU l'exposé ci-dessus et après en avoir délibéré,**

**Après un vote dont les résultats sont :**

21 *POUR*      0 *Abstention*      0 *CONTRE*

**Le Conseil Municipal, à l'unanimité,**

- **PREND ACTE** de la réponse de l'OGEC et **CONFIRME** dès lors que la commune n'est plus en capacité d'assurer des Temps d'Activités Périscolaires pour l'Ecole Saint-Joseph à la rentrée prochaine,
- **CHARGE** Monsieur le Maire d'en informer tous les intéressés.

### **2017.061 – Modification des horaires des écoles publiques à la rentrée 2017/2018 – Dérogation pour une semaine scolaire à 4 matinées**

#### **Préambule :**

Monsieur le Maire informe l'assemblée qu'un projet de décret concernant une nouvelle dérogation à l'organisation des temps scolaires des écoles publiques est à la consultation au niveau national. Son adoption permettrait la mise en place d'une semaine scolaire de 8 demi-journées sur 4 jours.

Le décret n'étant pas publié, les conditions et modalités éventuelles de l'obtention d'une telle dérogation restent actuellement hypothétiques.

Madame Dufaix, adjointe aux affaires scolaires, fait savoir que Monsieur l'Inspecteur d'académie invitent les communes désireuses de mener une réflexion partenariale pour une modification des horaires des écoles publiques dès la rentrée 2017 à se faire connaître pour le 12 juin prochain.

La période du 15 au 25 juin permettra de recueillir l'avis des conseils d'école.

Pour le 26 juin, les communes doivent avoir centralisé et acheminé tous les éléments requis au Directeur académique, lequel se déterminera sur le sujet.

**Exposé :**

Monsieur le Maire rappelle le mode d'organisation de la semaine scolaire en vigueur depuis la rentrée 2014/2015, à savoir : 5 matinées de cours de 3 h, 2 après-midis de 3 h et 2 après-midis de 1h30.

Il indique aussi que depuis cette date, la collectivité organise des Temps d'Activités Périscolaires (TAP) pour les élèves de l'école publique et pour les élèves scolarisés à l'Ecole Saint-Joseph, ceci à raison de 3 heures hebdomadaires par école.

**Monsieur le Maire expose les raisons pour lesquelles il convient d'engager une réflexion sur la dérogation qui s'offre à la collectivité.**

- Il met l'accent sur le fait que l'école privée Saint-Joseph reviendra à une semaine scolaire de 4 jours à compter de la rentrée 2017.  
De ce fait, un phénomène de transfert d'inscriptions de l'école publique vers l'école privée pourrait être à craindre, ce qui fragiliserait l'école communale.
- Il rappelle aussi que la collectivité a veillé à proposer aux enfants un programme de TAP très riche, à travers des activités dédiées ou des ateliers d'animations pluridisciplinaires.  
Toutefois, notamment sur cette dernière année scolaire, il est relevé que la commune a de plus en plus de difficulté à recruter des personnels qualifiés pour assurer un encadrement optimum et de qualité.  
En conséquence, à très court terme, la collectivité ne pourrait pas maintenir le même niveau d'encadrement et de qualité d'activités aux enfants, et devrait alors envisager une solution qui s'apparenterait à un dispositif de garderie.
- Jusqu'à présent, la ville assure les T.A.P. de façon gratuite pour les familles, ceci grâce au financement apporté par l'Etat via son fonds de soutien. Or, la collectivité n'a aucune certitude de pouvoir continuer à percevoir ce financement qui pourrait être restreint à quelques communes. Dans ce cas, il n'y aurait d'autre choix que d'appeler les familles à contribution.
- Enfin, en cas de retour à une semaine scolaire de 4 jours, les enfants pourraient être pris en charge dans le cadre de l'Accueil de Loisirs, tel que cela se pratiquait avant la réforme des rythmes scolaires. Très probablement, les associations sportives et culturelles locales choisiraient également de rétablir leurs activités le mercredi matin.

Au vu de ces éléments, l'assemblée est invitée à se positionner sur le sujet.

**ENTENDU l'exposé de Monsieur le Maire,**

**COMPTE TENU des motifs ci-dessus exposés et après en avoir délibéré,**

**Après un vote dont les résultats sont :**

21 POUR      0 Abstention      0 CONTRE

**Le Conseil Municipal, à l'unanimité,**

- **SE DÉCLARE FAVORABLE** à la mise en place d'une semaine scolaire à 4 jours à compter de la rentrée 2017 et **SOLLICITE** la dérogation prévue en ce sens,
- **SOUHAITE** que les enfants puissent être pris en charge le mercredi matin au sein de l'Accueil de Loisirs, tel que cela était le cas auparavant,
- **CHARGE** Monsieur le Maire de communiquer le présent avis à Monsieur le Directeur de l'Académie, ainsi que l'avis du Conseil d'Ecole qui se réunira le 22 juin prochain.

## **2017.062 – Bibliothèque – Avenant technique n° 1 pour le lot « Gros Œuvre » - Entreprise ETPO**

Monsieur Yvonnick Duval, Adjoint, indique qu'après démolition partielle de l'intérieur du bâtiment « Ex-Hôtel des Voyageurs », le maître d'œuvre et les entreprises ont constaté une fragilisation des murs existants (*essentiellement le pignon côté rue*), le plus souvent due à une succession de modifications de l'ouvrage (*défaut de renforts, beaucoup d'ouvertures de façade, découpe de charpente...*). L'instabilité a amené la maîtrise d'œuvre à repenser le phasage et le contenu des travaux, en concertation avec l'entreprise ETPO (lot Gros Œuvre), le bureau technique et le chargé de mission SPS.

Il a été proposé de reprendre l'ensemble du pignon ainsi que la souche de cheminée sans aucune incidence sur le coût de l'opération (*tous corps d'état et tout intervenant*), ni sur le délai du chantier, ni sur le rendu architectural des façades.

Cette solution, bien que non prévue initialement, sécurise aussi les conditions de travail des entreprises et évite un étalement lourd qui impacterait sur l'emprise de la rue durant plusieurs semaines.

Considérant cette nouvelle situation et pour relater l'ensemble de ces modifications techniques, il convient de passer un avenant avec l'entreprise ETPO, ceci sans incidence financière :

Les travaux complémentaires consistent en ***une modification du système constructif du pignon ouest suite à l'étude béton***

Montant du marché initial HT : 140 500 € HT

Nouveau montant du marché HT compte tenu de l'avenant n° 1 : 140 500 € HT

**Entendu cet exposé et après en avoir délibéré,**

**Après un vote dont les résultats sont les suivants :**

**POUR 21 CONTRE 0 Abstention 0**

**Le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents,**

- **ACCEPTE** l'avenant technique n° 1 au lot GROS ŒUVRE, sans incidence financière, portant sur l'objet suivant : *modification du système constructif du pignon ouest suite à l'étude béton*
- **AUTORISE** Monsieur le Maire à signer ledit avenant.

## **AFFAIRES COMMUNAUTAIRES**

### **2017.063 – Reversement de la part communale de la taxe d'aménagement perçue sur les zones d'activités communautaires**

*Monsieur René Bernard, Maire, présente la décision du conseil communautaire en date du 9 février 2017 adoptant le principe de reversement de la part communale de la taxe d'aménagement perçue sur les zones d'activités communautaires, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2016.*

Le conseil communautaire a approuvé, en date du 15 décembre 2016, son pacte financier et fiscal pour la période 2016-2020. Ce pacte prévoit une mise en cohérence de la compétence « aménagement économique » avec son financement. Cette compétence en matière de création, d'aménagement, d'entretien et de gestion des zones d'activités représente des coûts d'investissement importants afin de viabiliser les terrains destinés à être ensuite revendus à des entreprises.

Selon l'article L.331-2 du Code de l'Urbanisme : « ... tout ou partie de la taxe perçue par la commune peut être reversé à l'établissement public de coopération intercommunale ou aux groupements de collectivités dont elle est membre, compte tenu de la charge des équipements publics relevant, sur le territoire de la commune, de leurs compétences, dans les conditions prévues par délibérations concordantes du conseil municipal et de l'organe délibérant de l'établissement public de coopération intercommunale ou du groupement de collectivités ».



Les communes compétentes en matière de taxe d'aménagement peuvent donc reverser une partie de leur taxe d'aménagement, dans les conditions fixées par délibération du conseil municipal, à l'EPCI qui a en charge les équipements publics dont elles bénéficient.

Le non-reversement peut constituer un enrichissement sans cause, puisque l'article L.331-1 dispose que la taxe d'aménagement est affectée au financement des « actions et opérations contribuant à la réalisation des objectifs définis à l'article L.121-1 », dont la réalisation de zones d'activités économiques et des équipements publics correspondants.

Le Pacte Financier et Fiscal a arrêté le principe d'un reversement total par les communes à la communauté dès 2016, de la taxe d'aménagement sur les zones d'activités communautaires, pour tous les bâtiments érigés sur les zones d'activités communautaires. Un projet de convention précisant les modalités de reversement est annexé à la présente.

*-Compte tenu des compétences de Saint-Malo Agglomération, notamment en matière d'aménagement et de gestion des zones d'activités économiques,*

*-VU l'article L 331.1 du Code de l'Urbanisme,*

*-VU la circulaire du 18 juin 2013 relative à la réforme de la fiscalité de l'aménagement,*

*-VU la délibération du conseil communautaire du 15 décembre 2016 relative au Pacte Financier et Fiscal,*

*Entendu l'exposé ci-dessus,*

**Après un vote dont les résultats sont :**

21 POUR                      0 Abstention                      0 CONTRE

**Le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents,**

- **APPROUVE** la convention type de reversement de 100 % de la part communale de la taxe d'aménagement perçue sur les zones communautaires, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2016,
- **DONNE** pouvoir et **AUTORISE** Monsieur le Maire à signer la convention fixant les modalités de ce reversement de la taxe d'aménagement.

*Observations : Ladite convention s'applique pour toute nouvelle implantation ou extension d'entreprise sur une zone d'activité aménagée par Saint-Malo Agglomération à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2016.*

*La zone de La Beuglais et de La Madeleine 1 étant complètes, M. le Maire explique que cette mesure n'aura donc d'incidence que pour le cas où le Parc d'Activités de LA MADELEINE viendrait à s'agrandir.*

## **2017.064 – Reversement de la taxe foncière perçue sur les zones d'activités communautaires**

*Monsieur René Bernard, Maire, présente la décision du conseil communautaire en date du 9 février 2017 adoptant le principe de reversement total du produit du foncier bâti entre les communes et Saint-Malo Agglomération sur les zones d'activités existantes communautaires, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2016.*

Le conseil communautaire a approuvé, en date du 15 décembre 2016, son pacte financier et fiscal pour la période 2016-2020. Ce pacte prévoit le reversement de la part communale de la taxe foncière sur les propriétés bâties à Saint-Malo Agglomération, pour les entreprises nouvellement installées sur les zones d'activités communautaires à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2016.

En effet, les groupements de communes, les syndicats mixtes et leurs communes membres peuvent, en application des articles 11 et 29 de la loi n° 80-10 du 10 Janvier 1980 portant aménagement de la fiscalité directe locale telle que modifiée par les lois n° 99-586 du 12 juillet 1999 et n° 2004-809 du 13 août 2004, conclure des accords de partage de fiscalité.

Les communes membres de Saint-Malo Agglomération encaissent chaque année des recettes fiscales liées directement à l'activité communautaire sur leur territoire. Il s'agit du produit des taxes foncières acquittées par les entreprises installées sur les zones d'activités communautaires.

L'article 29 de la loi du 10 janvier 1980 prévoit, en son point II, la possibilité de mettre en œuvre, au profit d'un EPCI, des versements de tout ou partie des taxes foncières communales issues de zones d'activités créées ou gérées par l'EPCI comme suit :

*« Lorsqu'un groupement de communes ou un syndicat mixte crée ou gère une zone d'activité économique, tout ou partie de la part communale de la taxe foncière sur les propriétés bâties acquittée par les entreprises implantées sur cette zone d'activités peut être affecté au groupement ou au syndicat mixte par délibérations concordantes de l'organe de gestion du groupement ou du syndicat mixte et de la ou des communes sur le territoire desquelles est installée la zone d'activités économique ».*

Conformément à l'adoption du Pacte Financier et Fiscal par le Conseil Communautaire en date du 15 décembre 2016, il a été décidé d'appliquer ce principe pour les zones d'activités communautaires, soit un versement de la totalité du produit de la taxe foncière sur les propriétés bâties à Saint-Malo Agglomération. Un projet de convention précisant les modalités de versement est annexé à la présente.

*-En application de l'article 29 de la loi modifiée n° 80-10 du 10 janvier 1980 portant aménagement de la fiscalité directe locale qui permet à un groupement de communes qui crée et/ou gère une zone d'activités économiques (ZAE) de percevoir le produit de la taxe foncière sur les propriétés bâties perçues par les communes membres sur la ZAE,*

*-VU les compétences de Saint-Malo Agglomération, notamment en matière d'aménagement et de gestion des zones d'activités économiques,*

*-Entendu l'exposé ci-dessus,*

Après un vote dont les résultats sont les suivants :

21 POUR                      0 Contre                      0 Abstention

**Le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents,**

- **ADOpte** le principe d'un versement total du produit du foncier bâti entre les communes et Saint-Malo Agglomération sur les zones d'activités existantes communautaires,
- **DÉCIDE** que ce versement sera calculé à partir des impositions nouvelles au 1<sup>er</sup> janvier 2016,
- **DONNE** pouvoir et **AUTORISE** Monsieur le Maire à signer la convention fixant les modalités de ce versement de la taxe foncière.

---

*Monsieur Yves Bouleuc, Adjoint, prend place au sein de l'assemblée*

---

## **FINANCES**

### **2017.065 – Pénalités Loi S.R.U. – Délibération modificative budgétaire – BP 2017**

Monsieur Yves Bouleuc, Adjoint aux finances, rappelle l'article 55 de la Loi SRU qui prévoit un prélèvement financier sur les ressources des communes qui ne disposent pas d'un parc de logements locatifs sociaux suffisant.

Dans le cadre de ce prélèvement visé à l'article L.302.7 du Code de la Construction et de l'Habitation, par arrêté préfectoral en date du 10 février 2017, la Commune de Saint-Méloir des Ondes s'est vu condamnée à verser des pénalités pour un montant de 28 709.54 €.

Lors de l'élaboration du budget primitif, cette somme avait donc été retranchée des prévisions de la Dotation Forfaitaire (*DGF – recettes de fonctionnement*). Or, la Direction Régionale des Finances Publiques a informé la collectivité que cette pénalité ne sera pas soustraite des recettes de la Dotation Forfaitaire, mais fera l'objet d'un mandat à part, d'où la nécessité de prévoir les crédits correspondants.

Il convient donc de modifier le budget primitif 2017 de la commune comme suit :

**. Dépenses de fonctionnement**

Chapitre 014 – Article 739115-01 - Pénalités Loi SRU + 28 710.00 €

**. Recettes de fonctionnement**

Chapitre 74 – Article 7411-01 - Dotation Forfaitaire + 28 710.00 €

Entendu l'exposé ci-dessus,

Après un vote dont les résultats sont les suivants :

21 POUR 0 Contre 0 Abstention

**Le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents, ACCEPTE** les modifications budgétaires ci-dessus précitées.

*Observations : Monsieur le Maire précise que si la commune doit bien s'acquitter de cette pénalité pour l'année 2017, elle devrait en être exonérée pour les deux prochaines années, ceci compte tenu des efforts significatifs de production de logements sociaux réalisés dernièrement et encore en cours. Il ajoute que la société « Emeraude Habitation », bailleur social, sera reçu prochainement pour évoquer le sujet.*

*Lors de la réunion initiée par la Préfecture sur ce dispositif, M. le Maire a fait savoir que l'objectif de 25% de logements sociaux était inatteignable et que beaucoup de ces logements risquaient de ne pas être attractifs pour le public intéressé, étant donné l'insuffisance en infrastructures et services publics sur la commune (ex : transport collectif, etc...).*

**2017.066 – OGEC – Travaux à l'école St-Joseph – Garantie du prêt**

*Monsieur Yvonnick Duval, adjoint, quitte la séance pendant l'étude de ce dossier.*

Monsieur Yves Bouleuc, Adjoint, communique à l'assemblée le courrier en date du 20 mai 2017 par lequel Monsieur Jean-Pierre Jehan, Président de l'OGEC, informe la collectivité du projet de travaux de l'école Saint-Joseph : extension de la classe des TPS et de son accueil, réaménagement de la salle de repos et modernisation du système de chauffage. Un permis de construire a été déposé en ce sens.

Dans ce contexte, l'OGEC a sollicité et obtenu un accord de principe du Crédit Mutuel de Bretagne pour un prêt de 190 000 € d'une durée de 15 ans au taux de 1,15%.

L'OGEC fait savoir que la banque est prête à accompagner le projet, sous réserve que la commune se porte caution à hauteur de 50 % du capital emprunté, soit 95 000 euros.

Entendu l'exposé ci-dessus,

Après un vote dont les résultats sont les suivants :

20 POUR 0 Contre 0 Abstention

**Le Conseil Municipal, ACCEPTE , à l'unanimité des membres présents, ce qui suit :**

**Article 1<sup>er</sup>** – La Commune de SAINT-MELOIR des ONDES accorde sa garantie à hauteur de 50% (*montant du cautionnement = 95 000 euros*) pour le remboursement du prêt d'un montant de 190 000 € contracté par l'OGEC Ecole Saint-Joseph (*Organisme de Gestion de l'Ecole Catholique*) auprès du Crédit Mutuel de Bretagne de Cancale/Saint-Méloir des Ondes pour une durée de 15 ans au taux de 1.15%, ceci afin de financer les travaux suivants : extension de la classe des TPS et de son accueil, réaménagement de la salle de repos et modernisation du système de chauffage.

Le contrat souscrit par l'emprunteur auprès du Crédit Mutuel de Bretagne de Cancale/Saint-Méloir des Ondes, selon les caractéristiques financières du prêt et aux charges et conditions du contrat, sera joint en annexe.

**Article 2** – Les caractéristiques du prêt consenti par la Caisse de Crédit Mutuel de Bretagne– Agence de Cancale / Saint-Méloir des Ondes sont les suivantes :

Capital à rembourser	190 000 euros
Durée	15 ans
Taux d'intérêt annuel	1.15 %
Frais de dossier	380 euros
Périodicité	mensuellement

**Article 3** – La garantie de la Commune de Saint-Méloir des Ondes est accordée pour la durée totale du prêt, à hauteur de 50 % du capital emprunté, et jusqu'au complet remboursement de celui-ci. Elle porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par l'emprunteur dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

**Article 4** – La collectivité s'engage pendant toute la durée du prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges de ce prêt.

**Article 5** – Le Conseil Municipal **AUTORISE** Monsieur le Maire à prendre toutes les mesures et à signer tous les actes nécessaires à l'exécution de la présente délibération, et notamment le contrat de cautionnement.

Observations :

- *Il est rappelé que la commune apporte déjà sa garantie à l'OGEC pour deux prêts : l'un de 89 000 € souscrit en 2003, et l'autre de 98 402 euros contracté en 2009.*
- *Il est noté aussi que le total de capital garanti par la commune s'élève aujourd'hui à environ 9 500 000 euros, ceci du fait des opérations en logement social garanties pour les bailleurs sociaux. Cette situation étant créée par les règles et objectifs imposés par l'Etat en matière de construction sociale, il paraîtrait juste à l'avenir que ce soit l'Etat qui garantissent lesdits prêts.*

*Monsieur Yvonnick Duval, Adjoint, reprend place au sein de l'assemblée*

## **AFFAIRES GENRALES**

### **2017.067 – Folklores du Monde – Définition des tarifs du spectacle**

Madame Soizick Chamiot-Poncet, Adjointe à l'animation, précise que comme l'an passé, la commune propose d'accueillir des manifestations délocalisées du festival des Folklores du Monde 2017 organisé à Saint-Malo.

La date retenue pour cette programmation est le Jeudi 13 Juillet 2017 avec :

- Défilé d'un groupe folklorique d'Indonésie dans les rues du centre-bourg à 18h00.
- Spectacle de 1 h 30 animé par le même groupe, à 21 h 00, à la salle des fêtes

*Coût à charge de la commune = 1 100 € + buffet dinatoire à prévoir pour les danseurs-musiciens et accompagnateurs (environ 30 personnes)*

Elle indique qu'il convient de fixer le tarif d'entrée du spectacle. Elle rappelle que l'an passé, ce droit était fixé comme suit : 4 €/adulte ; gratuit pour les – 10 ans.

La billetterie serait en place à l'accueil de la mairie et sur place le jour du spectacle.

Entendu l'exposé ci-dessus,

Après un vote dont les résultats sont les suivants :

21 POUR                      0 Contre                      0 Abstention

**Le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents,**

- **APPROUVE** le projet (défilé et spectacle) proposé,
- **ACCEPTE** d'accueillir le spectacle du groupe folklorique d'Indonésie au prix de 1 100 €,
- **DIT** qu'une billetterie sera mise en place pour le spectacle par les soins de la commune avec les prix d'entrée suivants : 4 €/adulte ; gratuit pour les – 10 ans,
- **DIT** que le produit de cette billetterie sera intégré au moyen de la régie de recettes des salles,
- **AUTORISE** Monsieur le Maire à signer toutes pièces relatives à ce projet et à **PRENDRE** tout contact utile pour finaliser celui-ci.
-

## **2017.068 – Echange foncier avec M. Jamoteau et Mme Guiboileau / Choix du notaire**

### **Contexte :**

Monsieur le Maire indique que M. JAMOTEAU et Mme GUIBOILEAU ont sollicité la commune concernant l'échange à intervenir avec la commune suite au déclassement d'une portion de domaine public « Rue du Point du Jour ».

Par délibération du 9 janvier 2017, la commune avait confié la rédaction de l'acte à Maître Cordier (Saint-Malo), notaire des intéressés. Or, Monsieur JAMOTEAU et Mme GUIBOILEAU souhaitent que l'acte entérinant le présent échange soit dressé par Maître Janvier, Notaire à Saint-Méloir des Ondes.

Compte tenu de cette demande, il est nécessaire de reprendre une délibération et d'annuler celle prise le 9 janvier 2017.

**Monsieur le Maire rappelle les termes de cette affaire et propose à l'assemblée de délibérer dans des termes identiques à la délibération du 9 janvier 2017, en modifiant exclusivement l'étude notariale en charge de la transaction.**

### **EXPOSÉ :**

Le 22 juillet 2016, la commune a été destinataire d'une Déclaration d'Intention d'Aliéner (D.I.A) concernant la propriété des Consorts POIRIER, sise au n° 29 Rue de la Baie, incluant les parcelles cadastrées T 256, T1106, T 1107, S 415 d'une superficie totale de 571 m<sup>2</sup>. La commune s'est déclarée intéressée par l'achat d'une bande de terrain sur ladite propriété pour créer un trottoir ralliant « Le Point du Jour ». Par lettre du 9 août 2016, les futurs acquéreurs, M. François JAMOTEAU et Mme Anne GUIBOILEAU, ont fait part de leur accord pour céder à la commune une bande de 1,40 m de large à condition que la commune leur cède une superficie équivalente à prendre sur le domaine communal.

### **Projet :**

M. LETERTRE, géomètre (Dol de Bretagne), a été sollicité pour matérialiser un pré-bornage des superficies pouvant faire l'objet de l'échange :

- **27 m<sup>2</sup> à céder à la commune de SAINT-MELOIR DES ONDES**  
S 415p 4 m<sup>2</sup> + T 1107p 23m<sup>2</sup>
- **27 m<sup>2</sup> à céder par la commune de SAINT-MELOIR DES ONDES**  
S 417p 13m<sup>2</sup> + T n° DP 14 m<sup>2</sup> (domaine public communal - à déclasser)

### **Enquête :**

Une enquête publique s'est tenue sur cet objet du 5 au 19 décembre 2016. Monsieur Henri Lemarié (domicilié 24 rue de la Baie – 35350 Saint-Méloir des Ondes) a été désigné commissaire-enquêteur par arrêté municipal en date du 17 octobre 2016. L'assemblée prend connaissance de l'avis et des conclusions de ce dernier.

Entendu l'exposé ci-dessus,

**CONSIDÉRANT** qu'actuellement, le trottoir de la « rue du Point du Jour » est entravé sur une vingtaine de mètres par une parcelle riveraine de la rue ce qui oblige les piétons à marcher sur la chaussée,

**CONSIDÉRANT** que pour améliorer la sécurité, le Conseil Municipal a jugé nécessaire la poursuite du trottoir de la « Rue du Point du jour » pour rallier celui de la « Rue de la Baie »,

**CONSIDÉRANT** le projet d'échange transmis le 9 août 2016 par Monsieur François JAMOTEAU et Madame Anne GUIBOILEAU, futurs acquéreurs de la propriété des Consorts POIRIER,

**VU** l'avis du service des Domaines en date du 15 Décembre 2016,

**VU** les conclusions et l'avis favorable du commissaire-enquêteur portés à son rapport du 9 janvier 2017,

**Le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents,**

**Après un vote dont les résultats sont les suivants :**

21 POUR

0 CONTRE

0 Abstention

- **SE DECLARE FAVORABLE** au déclassement de 14 m<sup>2</sup> du domaine public communal au lieu-dit « Le Point du Jour »,
- **ACCEPTE** l'échange suivant à intervenir avec Monsieur François JAMOTEAU et Madame Anne GUIBOILEAU (acquéreurs de la propriété des Consorts POIRIER),

- Monsieur François JAMOTEAU et Madame Anne GUIBOILEAU (acquéreurs de la propriété des Consorts POIRIER) cèdent **27 m<sup>2</sup>** à la commune :  
(S 415p 4 m<sup>2</sup> + T 1107p 23 m<sup>2</sup>)
- La commune cède **27 m<sup>2</sup>** à Monsieur François JAMOTEAU et Madame Anne GUIBOILEAU :  
(S 417p 13m<sup>2</sup> + T n° DP 14 m<sup>2</sup> *domaine public communal déclassé*)
- **DIT** que la commune prendra en charge la reconstitution de la clôture sur la propriété de M. Mme Jamoteau Guiboileau,
- **CONFIE** à Maître Fabrice JANVIER, Notaire à Saint-Méloir des Ondes, la rédaction de l'acte afférent à ce dossier,
- **DIT** que tous les frais inhérents à cette transaction seront à la charge de la Commune de Saint-Méloir des Ondes,
- **AUTORISE** Monsieur le Maire à signer toutes les pièces relatives à ce dossier,
- **DIT** que la présente délibération **ANNULE et REMPLACE** la délibération n° 2017.002 du 9 Janvier 2017

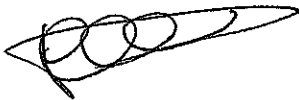
### **Tirage au sort pour le jury d'assises**

En application des articles 260 et 261 du Code de procédure pénale et sur instruction de Monsieur le Préfet d'Ille et Vilaine, Monsieur le Maire invite l'assemblée à tirer au sort sur la liste électorale de la commune, 9 personnes destinées à figurer sur la liste préparatoire de la liste annuelle des jurés pour l'année 2018.

VU la liste électorale arrêtée au 28 février 2017 et après tirage au sort,  
Le Conseil Municipal, **A DESIGNÉ** les neuf personnes susceptibles d'être recrutées au niveau départemental pour servir de jurés à la Cour d'Assises de Rennes.

**Séance close à 20 h 45**

La secrétaire de séance  
**Chantal PERRIGAULT**




Le Maire  
**René BERNARD**

